

THE EXPLORER

1^{er} trimestre 2022

CONINCO Explorers in finance SA
www.coninco.ch

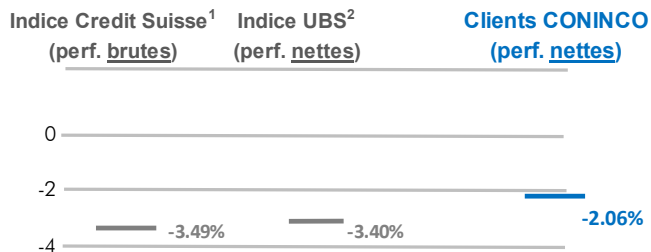


PERFORMANCES MOYENNES DES CAISSES	2
COMMENTAIRE DE MARCHÉ	3
INVESTISSEMENTS	7
Gestions traditionnelles Alternatives de gestion	
INDICES IPS	9
PERSPECTIVES	10
Positionnements	
CONTACTS	11

PERFORMANCES MOYENNES DES CAISSES DE PENSIONS

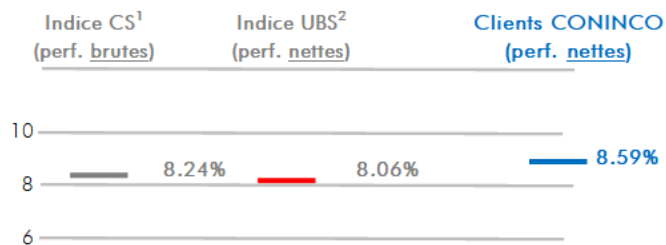
Estimées sur 3 mois

(1er janvier 2022 au 31 mars 2022)



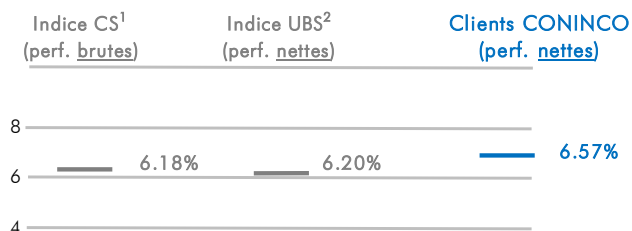
Sur 1 an

(1er janvier 2021 au 31 décembre 2021)



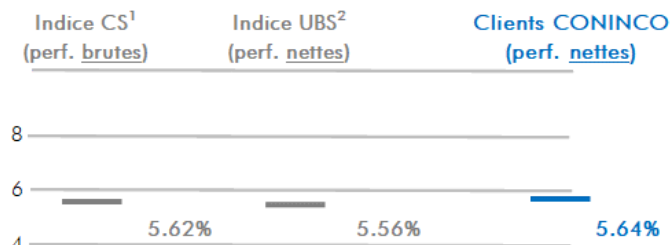
Annualisées sur 2 ans

(1er janvier 2020 au 31 décembre 2021)



Annualisées sur 5 ans

(1er janvier 2017 au 31 décembre 2021)



¹Les données proviennent exclusivement de caisses de pension suisses autonomes qui ont choisi le Credit Suisse comme "Global custodian". Les données sont brutes de frais.

²Les données se fondent sur environ 70 caisses de pension. Les données sont nettes de frais.

COMMENTAIRE DE MARCHÉ

Réalignement géopolitique

Les tragiques événements qui se déroulent en Ukraine, en ce début d'année 2022, semblent provoquer un réalignement géopolitique accéléré. Le chamboulement des échanges commerciaux, provoqué notamment par les sanctions économiques de part et d'autre, risque de précipiter de manière drastique le fonctionnement actuel des relations internationales et l'ordre du Monde.

Onde de choc géopolitique

Le mois de février 2022 marque peut-être un tournant majeur dans l'Histoire moderne du Monde. En effet, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe a créé une véritable onde de choc géopolitique. Peu importe les raisons invoquées par la Russie concernant cette opération militaire, on ne peut pas imaginer qu'une solution pacifique au conflit était impossible. Cela dit, cette guerre n'a pas juste éclaté du jour au lendemain sans aucune explication possible. Sans prendre parti, et pour bien comprendre ce qui a amené à cette terrible situation, il faut revenir quelques années en arrière.

Les racines du conflit

Il existe des tensions importantes entre la Russie et l'Ukraine depuis la fin de l'URSS, ce en raison d'importantes divergences de vues politiques au sein de l'Ukraine. Une partie de la population (ukrainophone), en majorité située à l'ouest du pays, est pro-occidentale et cherche à se rapprocher politiquement de l'Occident (Union européenne et organisation militaire de l'OTAN notamment) depuis de nombreuses années. Une autre partie de la population (majoritairement russophone), située principalement dans des territoires à l'est de l'Ukraine se sent plus proche de la Russie.

Cet état de fait a été fortement illustré lors des élections de 2010. Tout d'abord, l'élection avait été très serrée. Monsieur Viktor Janukovych, considéré comme plutôt pro-russe, avait obtenu 48,95% des voix, tandis que, Madame Loulia Tymoshenko, considérée comme plutôt pro-occidentale, avait obtenu 45,47% des voix. Cette division entre les sensibilités politiques des électeurs avait été encore plus flagrante au niveau de la répartition géographique. Comme on peut le constater sur le graphique suivant, la partie est du pays avait largement voté pour Monsieur Yanukovych, tandis que la partie ouest du pays avait massivement voté pour Madame Tymoshenko.

Ces tensions sont montées d'un cran à partir de 2014. À l'époque, le président Viktor

Janoukovytch, considéré comme pro-russe, et qui avait été élu en 2010, a été forcé de quitter le pouvoir à la suite de nombreuses manifestations de contestation, parfois sanglantes, principalement à Kiev, dans la capitale du pays. Les Ukrainiens de l'est ont très mal pris ce départ forcé du président pour lequel ils avaient en majorité voté.

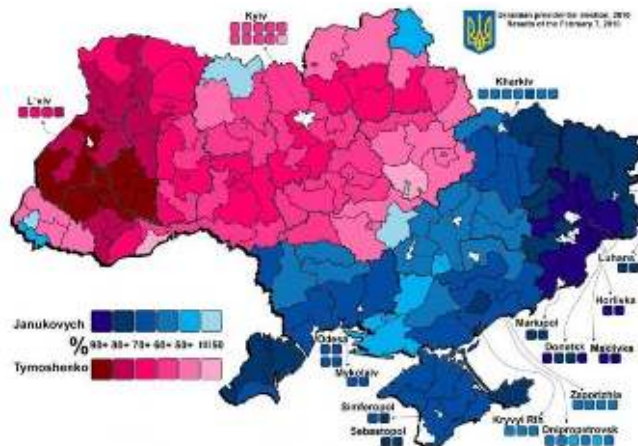
Certaines de ces régions pro-russes ont alors annoncé leur sécession de l'Ukraine. Il s'agit de la Crimée, de Lougansk et de Donetsk. Chacune de ces trois régions aurait demandé à être intégrée à la Russie en 2014. Mais seule la Crimée avait été annexée.

Suite à l'annexion de la Crimée, de nombreuses sanctions économiques (principalement par les États-Unis et l'Europe) avaient alors été prises contre la Russie. De plus, les régions de Lougansk et de Donetsk, qui se sont autoproclamées républiques, sont restées en conflit militaire avec l'État central ukrainien qui n'avait de fait plus de contrôle sur elles. Depuis 2014, il semblerait que les Américains aient alimenté en armes et autres moyens économiques l'État ukrainien, tandis que la Russie aurait fait de même avec les régions séparatistes. Les tensions entre la Russie et l'Ukraine sont restées fortes depuis lors.

Le conflit actuel

Après de nouvelles hausses des tensions sur le terrain dans les semaines précédant le début des hostilités, de nombreuses tentatives ont été faites de part et d'autre pour tenter de trouver une issue diplomatique. Mais le lundi 21 février 2022, la Russie a annoncé reconnaître les deux régions séparatistes pro-russes, Lougansk et Donetsk. Le président russe, Vladimir Poutine a également annoncé que la Russie se portait garante de la sécurité de ces deux nouvelles républiques. Puis, le 24 février 2022, la Russie a fait l'impensable en lançant une vaste offensive armée, qui est toujours en cours, contre l'entier de l'État ukrainien. La présidence russe a annoncé que cette offensive armée avait pour but de dé-militariser l'Ukraine, mais les pays occidentaux estiment qu'une invasion totale serait en cours. La situation est changeante et il faudra encore probablement plusieurs mois pour y voir plus clair.

Sans surprise, les marchés financiers ont réagi négativement à l'invasion russe. Mais au-delà des conséquences humaines tragiques, il est cependant important de relativiser la situation du point de vue de l'impact économique et financier au niveau mondial. En effet, de nombreux conflits armés d'importance, ayant pour protagoniste les Américains, les Russes et parfois les deux, face à des États de moindre



importance, mais soutenus indirectement soit par les États-Unis, soit par la Russie, ont eu lieu ces dernières années (la Serbie en 1999, la Tchétchénie en 1999, l'Afghanistan en 2002, l'Irak en 2003, la Libye en 2011, la Syrie en 2013, le Yémen depuis 2014). Ces conflits, faisant malheureusement à chaque fois de nombreux morts, ont finalement assez peu d'impacts sur les économies et les marchés financiers mondiaux.

La situation actuelle ne devrait pas déroger à la règle, du moins sur le court à moyen terme. En effet, l'Ukraine ne faisant pas actuellement partie ni de l'OTAN ni de l'Union européenne, cela ne va pas forcer ces derniers à commencer un conflit armé frontal avec la Russie. Aussi bien les États-Unis que l'Union européenne ont annoncé qu'ils vont aider l'Ukraine en leur envoyant notamment du matériel militaire, mais qu'ils ne prendront pas part au conflit armé de manière directe.

Sanctions économiques et leur application

Le conflit risque d'amener d'importants changements géopolitiques sur le long terme, notamment en raison des sanctions historiques qui ont été prises à l'encontre de la Russie, principalement par les États-Unis et les pays européens (même la neutralité suisse n'y a pas résisté). Jamais un pays de l'importance de la Russie n'a été frappé de sanctions financières et économiques aussi puissantes en aussi peu de temps. Il aura fallu à peine trois jours pour que les « alliés » se mettent d'accord.

Parmi les éléments les plus significatifs de ces sanctions, il faut relever l'interdiction faite à la Russie d'utiliser le système de paiement Swift (utilisé pour une grande partie des transactions interbancaires au niveau mondial), mis à part pour les transactions liées aux ventes des matières premières. Une partie des avoirs de la banque centrale russe a également été gelée.

Certains s'inquiètent déjà des conséquences néfastes que cela pourrait avoir pour les « alliés » en poussant notamment la Russie à trouver d'autres solutions pour contrer les sanctions. Parmi certaines autres personnalités du monde financier, Jamie Dimon, le président de JP Morgan, une des plus grandes banques américaines, s'est publiquement inquiété des effets néfastes que les sanctions pourraient avoir sur le long terme pour les États-Unis, en poussant de plus en plus de pays à se passer du dollar notamment.

En effet, les sanctions imposées à la Russie sont massives et largement suivies, mais elles sont néanmoins loin d'être unanimes. En effet, plusieurs grands pays, parmi lesquels on peut citer la Chine, l'Inde, le Mexique, le Pakistan ou la Turquie notamment s'opposent aux sanctions tout en continuant à appeler Moscou à trouver une issue pacifique au conflit. Parmi les éléments concrets, l'Inde a publiquement annoncé sa volonté de trouver des solutions permettant de commercer avec la Russie en se passant du dollar. Autre élément d'importance à relever est que la Russie et la Chine ont signé un accord pour la construction d'un nouveau gazoduc qui traversera la Mongolie et la Chine, permettant de transporter jusqu'à 50 milliards de mètres cubes de gaz par an. Cela représente l'équivalent de la quantité qui était censée être exportée par le gazoduc Nord Stream 2, dont la mise en

service a été gelée par l'Allemagne, et qui devait venir augmenter les livraisons de gaz russe à l'Europe.

Il faut ajouter à cela que les livraisons de gaz russe à l'Europe continuent de manière ininterrompue au travers des autres gazoducs déjà en place. D'ailleurs, les livraisons de gaz russe au travers des gazoducs qui passent par l'Ukraine, que ce soit pour la consommation des pays de l'Union européenne ou pour la consommation ukrainienne, sont à des niveaux supérieurs à ceux constatés en 2021, alors même qu'un conflit armé d'envergure est en cours entre les deux pays. De plus, la Russie continue également d'honorer ses engagements financiers en s'acquittant des frais de transit du gaz à l'Ukraine (environ USD 2 milliards par an, dépendant des quantités transportées). Aussi incroyable que cela puisse paraître, les deux « belligérants » continuent donc de commercer, du moins en partie, comme si de rien n'était. C'est stupéfiant et sans équivalent dans l'histoire.

Naissance d'un monde multipolaire

Alors que les hostilités se poursuivent, et que nous sommes tous attristés par ce qu'il s'y passe, le Monde continue de tourner. Non, seulement il continue de tourner, mais des événements géopolitiques d'ampleur majeure sont en train de prendre place. Il semblerait que l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine révèle des fractures importantes entre l'Occident et le reste du Monde, notamment avec la Chine. Pour une grande partie, il s'agit d'éléments qui étaient déjà en cours de développement depuis assez longtemps, avec par exemple les liens de plus en plus profonds que la Chine tente de nouer avec les différents pays du Monde, et plus particulièrement avec le monde non occidental.



source: The Daily Digest

Les nouvelles routes de la soie

Depuis de nombreuses années, la Chine développe un projet appelé les nouvelles routes de la soie (également nommé *belt and road initiative*). Pour rappel, sous ce nom un peu mystérieux se cache en fait des projets d'infrastructures un peu partout dans le monde et notamment dans plusieurs pays d'Europe de l'Est dont l'Ukraine. Il va sans dire que les récents événements tragiques qui s'y passent vont au minimum ralentir ces projets, mais pas nécessairement les annuler sur le long terme. En effet, si la Chine est un des nombreux pays qui rechignent à mettre en place des sanctions économiques contre la Russie, elle n'en a pas moins insisté quant à son

souhait de maintenir des relations amicales aussi bien avec la Russie qu'avec l'Ukraine et a appelé les deux parties à rapidement trouver une issue pacifique au conflit.

La Realpolitik à la chinoise

"Quand les types de 130 kilos disent certaines choses, ceux de 60 kilos les écoutent." (Jean-Paul Belmondo, 100 000 dollars au soleil, 1964).

Du point de vue chinois, le conflit en Ukraine est un événement régional et, bien qu'il soit tragique, il ne justifie pas pour autant la mise en place de sanctions économiques, à bien des égards, contre-productives, à l'encontre d'un partenaire commercial majeur, et nécessite encore moins de remettre en question le fonctionnement de l'ensemble de l'économie mondiale. En effet, la Russie est un énorme exportateur de matières premières de toutes sortes (gaz, pétrole, uranium, aluminium, acier, engrais, blé, etc.) dont le Monde ne peut pas se passer. De plus, la Chine, à l'instar d'autres pays, n'hésite pas à rappeler l'énorme épine dans le pied des Occidentaux que constitue la guerre que les États-Unis, et plusieurs de leurs partenaires avaient menée contre l'Iraq de Saddam Hussein en 2003. En effet, cette guerre était illégale du point de vue du droit international, l'assemblée de l'ONU n'ayant pas donné son accord. Ce conflit entamé par les États-Unis avait fait de nombreux morts civils et la communauté internationale n'avait pas mis de sanctions économiques contre l'envahisseur pour autant.

La Chine ayant donné le La au niveau de son positionnement dans le conflit opposant la Russie à l'Ukraine, la plupart des autres pays de petites et grandes importances lui ont emboîté le pas. Tout en condamnant l'action armée russe en Ukraine, ces pays ont avant tout décidé d'assurer leur propre intérêt, qui aurait été péjoré en cas de prises de sanctions économiques. Même la Turquie, qui est un des principaux partenaires des États-Unis et de l'Europe au sein de l'OTAN, n'a pas voulu imposer de sanctions à ce stade. Des tentatives de négociations pour une issue pacifique se sont d'ailleurs tenues entre Russes et Ukrainiens en Turquie dans le courant du mois de mars.

Le point de vue occidental

Les États-Unis et leurs alliés proches, sauf Israël et la Turquie donc, ont décidé d'imposer des sanctions très lourdes contre la Russie pour tenter de la contraindre à arrêter son action militaire. Ces sanctions sont massives : gel des avoirs de la banque centrale, fermeture de l'espace aérien aux appareils civils et militaires russes, retrait de certaines grandes entreprises, à l'instar de McDonald's qui avait été une des premières multinationales à s'installer dans la Russie postsoviétique. Il faut ajouter à cela diverses autres sanctions liées au commerce et au transfert de fonds.

En fait, les seuls éléments qui échappent encore aux sanctions concernent les importations d'une partie des matières premières russes. En effet, les Européens étant très dépendant du gaz et du pétrole russe par exemple, ils ne peuvent pas stopper les importations de ces derniers sans provoquer une catastrophe économique majeure, comme l'ont rappelé certains politiciens et industriels européens, notamment du côté de l'Allemagne.

Les États-Unis important très peu d'énergie venant de Russie ont en revanche décidé de sanctionner ces secteurs. Ils se sont en revanche gardés d'interdire l'importation d'uranium, indispensable au fonctionnement de leurs centrales nucléaires, et d'engrais, utilisés par leurs agriculteurs, pour lesquels ils sont en grande partie dépendants de la Russie.



Carte des pays ayant imposé des sanctions économiques d'envergure contre la Russie

Ces sanctions, bien que douloureuses, n'ont un impact qu'à court terme et les pays comme la Chine, la Turquie, l'Inde et bien d'autres s'engouffrent dans la brèche et combrent les parts de marchés abandonnées par les pays sanctionnés.

Les sanctions ne marchent pas vraiment

À en juger par l'évolution du cours du rouble, les sanctions économiques imposées n'ont pas vraiment l'effet escompté. En effet, la devise russe, après avoir perdu plus de 50% face au dollar, dans les jours qui ont suivi l'imposition des premières sanctions, suite à l'entrée des troupes russes sur le sol ukrainien, est ensuite rapidement revenue à son niveau d'avant sanctions.

Cependant, les dirigeants américains et européens notamment se rendent bien compte que les sanctions vont faire autant mal, si ce n'est plus à l'Occident qu'à la Russie.



Source: zero hedge.com

Lors du sommet de l'OTAN du 24 mars 2022, le président américain Joe Biden a ainsi déclaré. « Concernant les pénuries de nourriture, cela sera réel. Le prix des sanctions n'est pas seulement imposé à la Russie. C'est imposé à tout un tas d'autres pays également, incluant l'Europe et notre propre pays également. »

Quelques jours plus tôt devant le parlement allemand, le chancelier Olaf Scholz a dit que cela ne servait à rien de

mettre des sanctions supplémentaires qui feraient plus de mal à l'Europe qu'à la Russie.

Multipolarité

La majeure partie des autres pays du Monde, et cela inclut la plupart des pays ayant condamné verbalement la Russie pour ses actes et ayant voté la résolution non contraignante à l'ONU, à l'encontre du Kremlin, n'a pas voulu imposer de mesures économiques drastiques. Il semblerait que ces pays aient décidé de suivre l'exemple de la Chine qui souhaite privilégier des relations multipolaires ou les actions et agissements des divers pays sont pris au cas par cas.

Non seulement les sanctions ne semblent impacter que de manière relativement marginale l'économie russe, mais elles risquent de faire du mal à l'ordre mondial actuel en décrédibilisant les États-Unis et leurs principaux alliés, Europe en tête, tout en renforçant l'idée d'un ordre mondial multipolaire prôné par la Chine depuis de nombreuses années.

Impacts sur les marchés financiers

Les événements qui se déroulent en Ukraine et les conséquences qu'ils ont provoquées à ce stade n'impactent que marginalement les marchés. Les investisseurs semblent surtout se focaliser sur la hausse de l'inflation et les décisions en cours et à venir des différentes banques centrales.

Les principaux impacts économiques négatifs seront supportés par l'Ukraine (en raison du conflit armé notamment) et par la Russie (en raison principalement des lourdes sanctions économiques qui lui sont désormais imposées). Les marchés financiers ukrainiens ne représentent virtuellement rien au niveau mondial et les marchés financiers russes représentent une toute petite part des indices actions (un peu moins de 3% de l'indice des actions des marchés émergents). La dette étatique russe est quant à elle très faible, puisque la Russie est actuellement l'un des États les moins endettés au Monde. Même un défaut pur et simple n'aurait que très peu d'impact sur la finance mondiale.

Dès lors, mis à part la panique de court terme, toute chose étant égale par ailleurs, les conséquences économiques et financières seront relativement faibles. Cependant, dans la mesure où la Russie est un important producteur de matières premières, la situation en cours va accentuer la hausse déjà importante de ces dernières. Ceci rendra d'autant plus compliquée la gestion des tendances inflationniste en cours, par les banques centrales. Mais ceci ne change pas fondamentalement cette problématique à ce stade, bien que cela risque de l'accentuer.



- Levez-les!
- Nos bras?
- Non, les prix du pétrole.

En effet, la dynamique haussière de la plupart des matières premières, ainsi que la hausse des taux d'inflation était une tendance déjà très présente bien avant le début du conflit. Pour rappel, en 2021 le taux d'inflation américain avait été de 7,0% et le taux d'inflation de la zone euro de 5,0%.

Sur le seul mois de mars, les marchés actions mondiaux (indice MSCI World net total return) sont en hausse de 2,59% (en CHF). Sur l'entier du premier trimestre de 2022, l'indice est néanmoins en baisse, bien que modérée, de 4,15% (en CHF). Les marchés obligataires mondiaux (FTSE World government Bond index) ont en revanche connu un mois de mars en baisse de 3,12% (en CHF) et finissent le trimestre en baisse 5,52%. Il s'agit d'un des pires trimestres réalisés historiquement par cette classe d'actif. Dans ce contexte, l'or (LBMA Gold Price Index) tire clairement son épingle du jeu avec une hausse de 2,07% (en CHF) sur le seul mois de mars et termine ainsi le trimestre sur une hausse de 8,47% (en CHF).

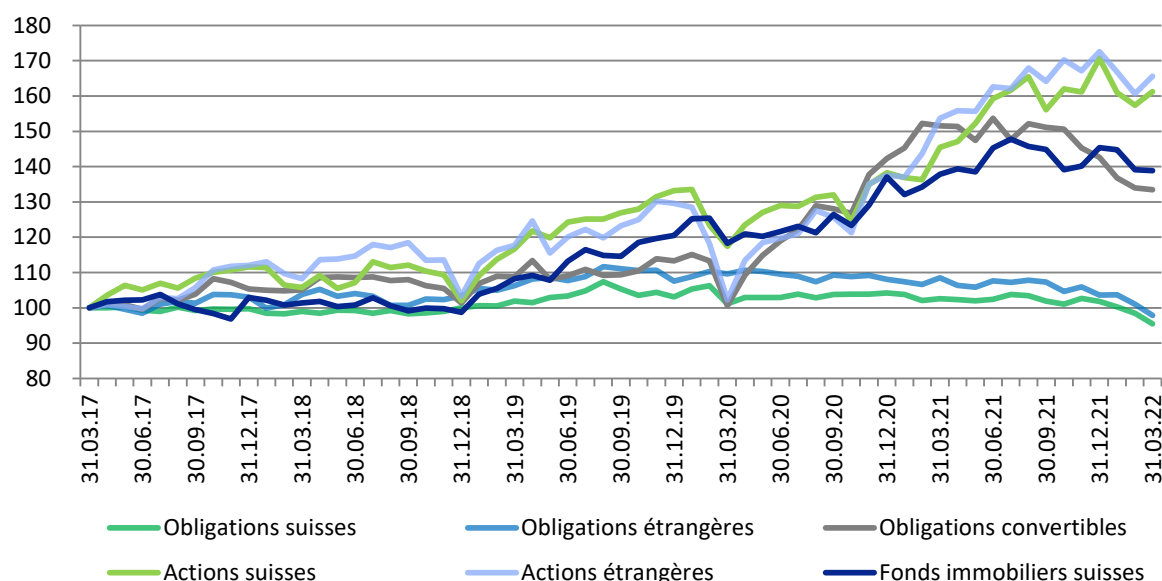
Les matières premières (Rogers International Commodity Index TR) ont continué leur spectaculaire avancée entamée déjà à partir de la seconde moitié de 2020, avec une hausse de 8,66% (en CHF) en mars pour terminer le trimestre en hausse de 33,93% (en CHF). Une nouvelle fois, c'est surtout l'énergie qui a tiré l'indice avec une hausse de 52,43% (en CHF) pour cette seule composante. Au vu de cette spectaculaire avancée en un temps record, faisant déjà suite à une incroyable année 2021, une correction de court terme n'est pas à exclure.



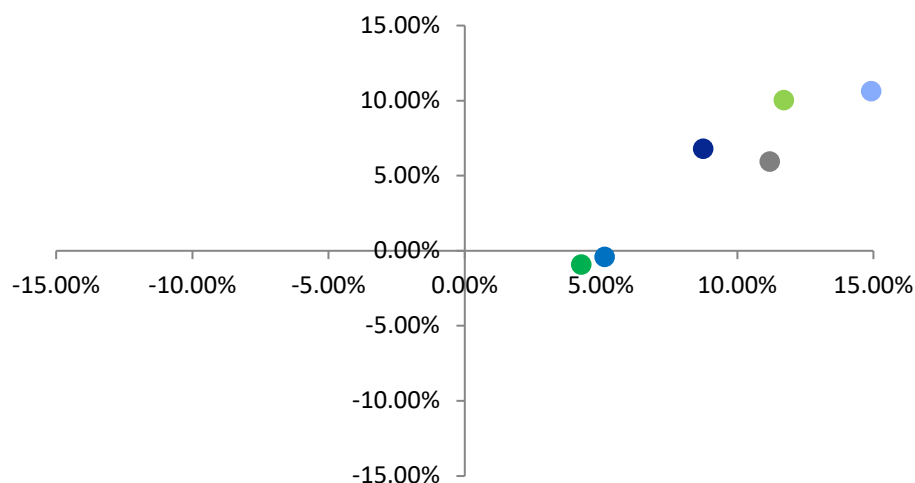
"Il a vendu le pétrole à découvert"

INVESTISSEMENTS

Gestions traditionnelles (données en CHF)



Rendement (y) / risque (x) sur 5 ans



Performance et volatilité	5 ans (annualisée)	3 ans (annualisée)	1 an	YTD	Volatilité annualisée (5 ans)
Obligations suisses	-0.93%	-2.15%	-6.95%	-6.24%	4.28%
Obligations étrangères	-0.42%	-2.69%	-9.79%	-5.52%	5.14%
Obligations convertibles	5.94%	7.06%	-11.94%	-6.41%	11.20%
Actions suisses	10.02%	11.40%	10.87%	-5.51%	11.72%
Actions étrangères	10.62%	12.08%	7.79%	-4.03%	14.92%
Fonds immobilier suisses	6.79%	8.66%	0.74%	-4.49%	8.75%

Indices utilisés (sources)

Obligations suisses: SBI AAA-AA TR (Bloomberg)

Obligations étrangères: FTSE World Government Bond Index (Bloomberg)

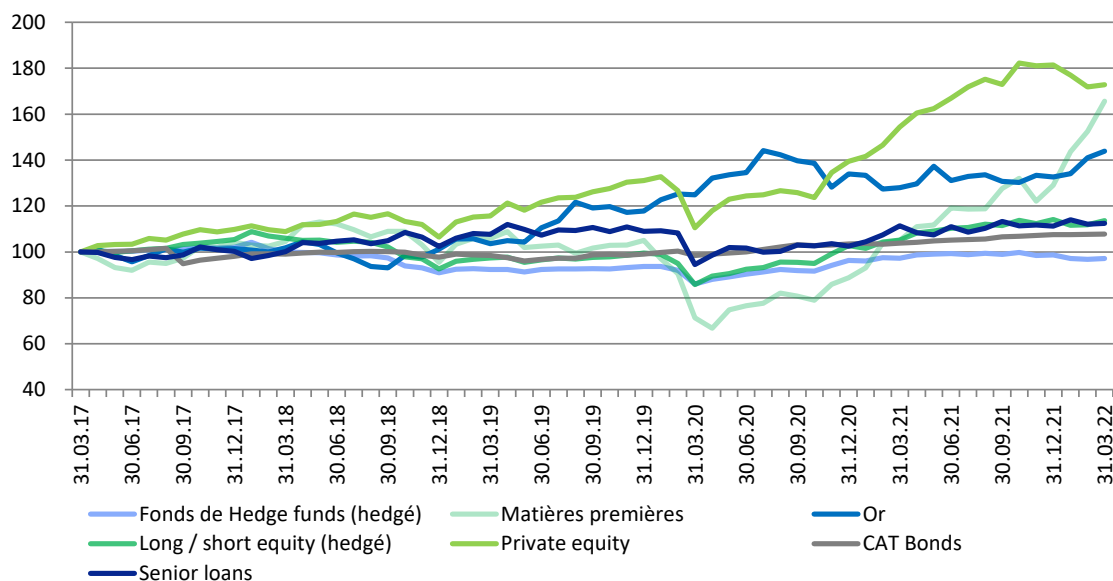
Obligations convertibles : Thomson Reuters Obligations Convertibles (Bloomberg)

Actions suisses: SPI (Bloomberg)

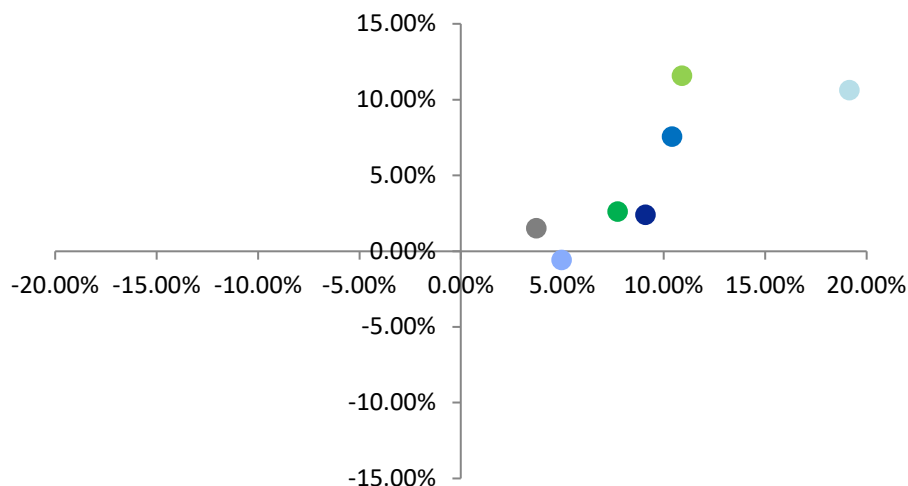
Actions étrangères: MSCI World Net (Bloomberg)

Fonds immobiliers suisses: Rued Blass Immofonds Index (Bloomberg)

Alternatives de gestion (données en CHF)



Rendement (y) / risque (x) sur 5 ans



Performance et volatilité	5 ans (annualisée)	3 ans (annualisée)	1 an	YTD	Volatilité annualisée (5 ans)
Fonds de hedge funds	-0.58%	1.70%	-0.16%	-1.63%	4.97%
Matières premières	10.62%	16.12%	57.79%	28.41%	19.15%
Or	7.55%	11.56%	12.42%	8.46%	10.42%
Long / short equity	2.60%	5.32%	8.08%	-0.39%	7.74%
Private equity	11.56%	14.32%	11.93%	-4.72%	10.91%
CAT Bonds	1.51%	3.05%	3.74%	0.22%	3.73%
Senior loans	2.38%	1.47%	1.04%	1.08%	9.10%

Indices utilisés (sources)

Fonds de hedge funds: HFRX Global Hedge Fund Index - hedgé en CHF (Bloomberg)
 Matières premières: Rogers International Commodity Index (Bloomberg)
 Or : LBMA Gold Price PM (Bloomberg)
 Long / short equity: HFRX Equity Hedge Index - hedgé en CHF (Bloomberg)
 Private equity: Indice composite 50% LPX 50 / 50% taux fixe 7,50% par an (Bloomberg/CONINCO)
 CAT Bonds: Swiss Re CAT Bonds (Bloomberg)
 Senior loans: Credit Suisse Leveraged Loans (Bloomberg)

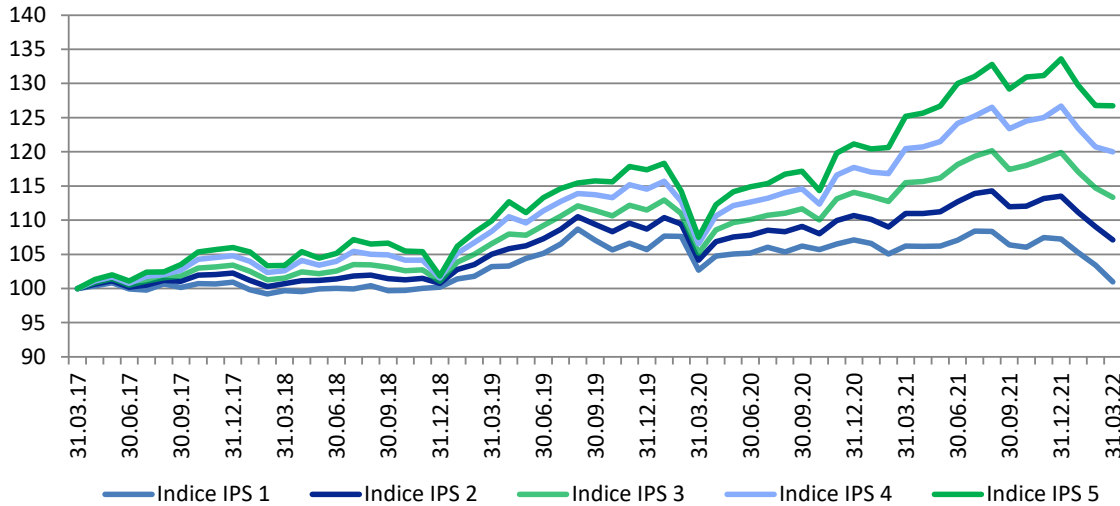
INDICES IPS (données en CHF)

Calculé et publié par CONINCO Explorers in finance SA, IPS est construit autour de 5 stratégies financières qui se caractérisent principalement par :

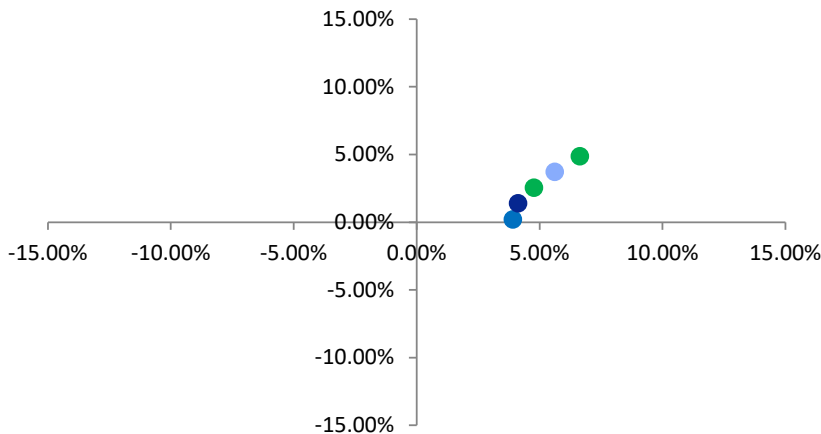
- la proportion des placements en actions : 10% pour IPS 1 jusqu'à 50% pour IPS 5,
- une diversification internationale (obligations et actions) croissante d'IPS 1 à IPS 5.

IPS prend en compte cinq classes d'actif :

- marché monétaire en francs suisses
- obligations suisses
- obligations internationales
- actions suisses
- actions internationales



Rendement (y) / risque (x) sur 5 ans



Performance et volatilité	5 ans (annualisée)	3 ans (annualisée)	1 an	YTD	Volatilité annualisée (5 ans)
Indice IPS 1	0.19%	-0.72%	-4.92%	-5.85%	3.92%
Indice IPS 2	1.38%	0.67%	-3.47%	-5.65%	4.13%
Indice IPS 3	2.54%	2.08%	-1.86%	-5.49%	4.77%
Indice IPS 4	3.71%	3.46%	-0.39%	-5.30%	5.62%
Indice IPS 5	4.85%	4.87%	1.24%	-5.15%	6.64%

INFO sur les indices IPS, vous pouvez consulter notre site internet: <https://www.coninco.ch/IPS/Presentation.asp>

PERSPECTIVES

Positionnements

Liquidités	Neutre (positif)	Gestion des flux de trésorerie
Obligations	Sous-pondérer	Ratio rendement / risque peu attrayant dans la gestion traditionnelle
Indicielles	Sous-pondérer	Éviter les obligations gouvernementales avec de longues échéances
Actives	Neutre	Privilégier des gestions sans contraintes
Alternatives	Neutre (positif)	Microfinance, CAT Bonds, Senior loans, or (protection actions), Infrastructure
Actions	Neutre	Banques centrales encore présentes mais craintes liées au retour de l'inflation, suivi de l'évolution des variants du Covid-19
Indicielles	Neutre	Risque d'une baisse ponctuelle de 10% à 15%, Risque des valeurs tech en cas de remontée des taux longs
Actives	Neutre (positif)	Privilégier des investissements thématiques
Alternatives	Neutre (positif)	Long / short equity, Private equity, Matières premières (thématique inflation), Or (protection)
Immobilier	Neutre	Choix des emplacements, pression sur l'immobilier commercial (Covid-19) à court et moyen termes
Indiciel	Sous-pondérer	Privilégier les fonds nouveaux / avec un niveau d'agio et des volumes intéressants
Actif	Neutre	Privilégier les gestions faisant du stock picking ou des fondations immobilières
Alternatives	Neutre (positif)	Infrastructure, Immobilier étranger non-côté

Positionnements possibles

| Sous-pondérer | Neutre/négatif | Neutre | Neutre/positif | Surpondérer |

CONTACTS



Adrien Koehli
Directeur
Gestion institutionnelle
akoehli@coninco.ch



Iva Kinareva Ducrest
Fondée de pouvoir
Responsable qualification de
gestionnaires



Sabahudin Softic
Fondé de pouvoir
Conseiller aux institutionnels
ssoftic@coninco.ch



Thierry Cherf
Directeur
Département commercial
cherf@coninco.ch



Michael Butty
Conseiller aux institutionnels
mbutty@coninco.ch

CONINCO Explorers in finance SA

SIÈGE

Quai Perdonnet 5
1800 VEVEY (Suisse)
T +41(0)21 925 00 33

coninco@coninco.ch
www.coninco.ch

BUREAU DE REPRÉSENTATION

Quai des Bergues 23
1201 GENÈVE (Suisse)
T +41(0)22 732 71 31



Signatory of:



**SUPERVISÉ
PAR LA FINMA
DEPUIS 2012**

Informations juridiques importantes

Les données figurant dans ce document ne sont données qu'à titre informatif et ne sont pas des conseils en investissement. Les opinions contenues dans ce document peuvent changer et reflètent le point de vue de CONINCO Explorers in finance SA dans le contexte économique actuel. Aucune responsabilité n'est assumée quant à l'exactitude et l'exhaustivité des données. Les performances passées ne sont pas une garantie des performances futures.